



## Budget fédéral de 2009 et la privatisation

### Le budget

- L'engagement à l'égard de la privatisation et des PPP est renouvelé.
- Selon le budget, « Le gouvernement travaillera de concert avec la direction de PPP Canada pour veiller à ce que des cadres législatif et stratégique soient en place, de façon à aider l'organisme à promouvoir efficacement le financement public-privé au Canada. »
- Les Premières nations seront aussi soumises à la méthode du « partenariat » qui exigera notamment l'inclusion du secteur privé comme condition de renouvellement des installations en santé, en éducation et en logement.
- Le gouvernement obligera les provinces et les municipalités à fournir la moitié du financement des projets pour pouvoir toucher l'argent du fédéral. Les projets essentiels en infrastructure passeront par PPP Canada Inc. Ces projets d'envergure attirent habituellement de grandes multinationales étrangères et le partenaire privé passe par-dessus les entreprises locales de construction.
- Pour la réfection des édifices fédéraux, il faudra avoir recours à des PPP. Les laboratoires fédéraux seront modernisés et pourraient être transférés à des universités, à des entreprises ou à des organismes sans but lucratif.

### Les effets concrets

- Les Canadiens veulent des investissements dans l'infrastructure, mais ils tiennent à un processus accessible, ouvert et démocratique. En outre, en se concentrant surtout sur les ponts, les routes et le logement, les conservateurs ont négligé l'infrastructure sociale. Où sont les mesures de stimulation pour les emplois dans la santé, les services de garde à l'enfance, l'éducation et les services sociaux, des secteurs où la main-d'œuvre est surtout féminine? Le financement de ces services favoriserait immédiatement la création d'emplois et profiterait à la santé et à l'avenir des Canadiens.
- Le gouvernement se dit déterminé à réduire la « paperasserie » pour les projets d'infrastructure. Les collectivités canadiennes auront bien de la difficulté à obtenir leur part du gâteau de l'infrastructure. Certains maires soutiennent que le financement, s'il vient, viendra lentement, surtout s'il faut appairer les dollars fédéraux.
- L'imposition de PPP ne fera que ralentir la sortie des dollars. Les PPP coûtent plus cher, en plus d'être moins transparents et de n'avoir aucun compte à rendre aux collectivités. Les gens veulent que la propriété et l'exploitation de leur nouveau centre de loisirs, ou de leur nouvelle usine d'épuration des eaux soient publiques et que ce soit le public et non une société privée qui les contrôle. La meilleure façon de réduire les retards dus aux modes de financement et aux contrats multipartites compliqués serait d'abolir l'exigence du recours aux PPP et de financer les projets de manière conventionnelle.

- Avec la crise financière actuelle, il serait mal avisé de confier notre infrastructure collective à des entreprises qui sont elles-mêmes en difficulté. De telles mesures illustrent bien l'idéologie conservatrice de la privatisation à tout prix.

### De meilleurs choix

- Lancer un grand programme d'investissement public pour créer des emplois dans l'infrastructure, le secteur manufacturier et les services publics et assortir ce programme d'une politique d'achats canadiens. Veiller à ce que les contrats gouvernementaux favorisent un secteur public fort, la syndicalisation et la possibilité pour les femmes et les travailleurs de couleur d'occuper de bons emplois.
- Transformer le bureau du PPP en bureau des actifs publics qui travaillera directement avec d'autres instances gouvernementales à renverser la privatisation et à investir dans l'infrastructure publique et le développement économique communautaire.
- 

- Cesser d'obliger les municipalités, les provinces et les territoires à avoir recours aux PPP pour leurs projets d'infrastructure. Éliminer le fonds des PPP. Avant la crise économique mondiale, les PPP n'étaient pas le moyen le plus rapide, ni le plus efficace de bâtir l'infrastructure et d'offrir les services publics. Maintenant que le secteur privé fait face à un resserrement mondial du crédit, ces stratagèmes sont encore moins crédibles.
- Investir dans des programmes d'infrastructure sociale – surtout l'éducation de la petite enfance et les garderies, les soins à domicile, les soins de longue durée et les communautés autochtones et des Premières nations. Faire respecter la *Loi canadienne sur la santé* et empêcher la prolifération des cliniques privées, qui contribuent aux soins de santé à deux vitesses.
- Investir dans des actifs et des services publics de qualité, et veiller à ce que les projets ne soient pas privatisés, financés ou exploités selon un modèle de partenariat public-privé.

:ssj/sepb491  
4 février 2009